

Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 26 avril 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 02-194 du 15 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 28 mai 2002 portant cahier des charges relatif aux conditions de fourniture de l'électricité et du gaz par canalisation ;

Vu l'arrêté interministériel du 12 décembre 1992 portant réglementation de sécurité pour les canalisations de transport d'hydrocarbures liquides, liquéfiés sous pression et gazeux et ouvrages annexes ;

Vu l'arrêté du 15 janvier 1986 fixant les limites du périmètre de protection autour des installations et infrastructures du secteur des hydrocarbures ;

Vu les demandes de la société algérienne de l'électricité et du gaz "SONELGAZ - SPA" du 11 avril 2004 ;

Vu les rapports et observations des services et organismes concernés ;

Arrête :

Article 1er. — Sont approuvés conformément aux dispositions de l'article 13 du décret exécutif n° 90-411 du 22 décembre 1990, susvisé, les projets de construction des ouvrages gaziers suivants :

— canalisation haute pression (70 bars) de 8" (pouces) de diamètre et d'une longueur de 15 km, destinée à l'alimentation en gaz naturel de la ville de Djebel Messaâd (wilaya de M'Sila), à partir d'un piquage sur le gazoduc de 8" (pouces) de diamètre alimentant la ville de Boussaâda, vers la ville de Djebel Messaâd ;

— canalisation haute pression (70 bars) de 8" (pouces) de diamètre et d'une longueur de 15 km, destinée à l'alimentation en gaz naturel de la ville de Aïn El Melh (wilaya de M'Sila), à partir d'un prolongement de la canalisation de Djebel Messaad, de 8" (pouces) de diamètre vers la ville de Aïn El Melh ;

— canalisation haute pression (70 bars) de 8" (pouces) de diamètre et d'une longueur de 6 km, destinée à l'alimentation en gaz naturel de la ville de Slim (wilaya de M'Sila), à partir d'un piquage sur le gazoduc GG1 de SONATRACH de 42" (pouces) de diamètre, vers le sud de la ville de Slim ;

— canalisation haute pression (70 bars) de 8" (pouces) de diamètre et d'une longueur de 15 km, destinée à l'alimentation en gaz naturel de la ville de Ouled Sidi Brahim (wilaya de M'Sila), à partir d'un piquage sur le gazoduc de 8" (pouces) de diamètre alimentant la ville de Boussaâda, vers la ville de Ouled Sidi Brahim ;

— poste de détente 70/4 bars, destiné à l'alimentation en gaz naturel de la ville de Tamsa (wilaya de M'Sila) se situant à l'ouest de la localité de Tamsa et raccordé au gazoduc de 8" (pouces) de diamètre alimentant la ville de Boussaâda.

Art. 2. — Le constructeur est tenu de se conformer à l'ensemble des prescriptions édictées par les lois et les règlements en vigueur applicables à la réalisation et à l'exploitation de l'ouvrage.

Art. 3. — Le constructeur est tenu également de prendre en considération les recommandations formulées par les départements ministériels et les autorités locales concernés.

Art. 4. — Les structures concernées du ministère de l'énergie et des mines et celles de la société "SONELGAZ - SPA" sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 Safar 1426 correspondant au 27 mars 2005.

Chakib KHELIL.

**MINISTERE DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté interministériel du 2 Joumada Ethania 1426
correspondant au 9 juillet 2005 fixant
l'organisation administrative du centre national
de développement des ressources biologiques
(C.N.D.R.B).**

— — — — —

Le Chef du Gouvernement,

Le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,

Le ministre des finances,

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 02-371 du 6 Ramadhan 1423 correspondant au 11 novembre 2002, modifié et complété, portant création, organisation et fonctionnement du centre de développement des ressources biologiques ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 5 du décret exécutif n° 02-371 du 6 Ramadhan 1423 correspondant au 11 novembre 2002, modifié et complété, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer l'organisation administrative du centre national de développement des ressources biologiques (C.N.D.R.B) ;

Art. 2. — Le directeur général gère les départements administratifs et techniques organisés comme suit :

- le département de la conservation de la biodiversité,
- le département de la gestion de la biodiversité,
- le département des études et du développement de la biodiversité,
- le département de l'administration générale.

1. - Le département de la conservation de la biodiversité :

- service de la conservation *in situ* et *ex situ* de la biodiversité,
- service des inventaires de faune, de flore et des unités d'organisation biologiques,
- service de communication, de sensibilisation et de banque de données.

2. - Le département de la gestion de la biodiversité :

- service des réseaux de conservation et de surveillance des espèces et des écosystèmes,
- service de génétique et de biotechnologie,
- service de la valorisation des savoir-faire locaux.

3. - Le département des études et du développement de la biodiversité :

- service de la bio-systématique,
- service bio-informatique.

4. - Le département de l'administration générale :

- service personnel et formation,
- service finances et moyens généraux.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 Joumada Ethania 1426 correspondant au 9 juillet 2005.

Le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement	Le ministre des finances Mourad MEDELICI
Chérif RAHMANI	

Pour le Chef du Gouvernement
et par délégation

Le directeur général de la fonction publique
Djamel KHARCHI

MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME

Arrêté interministériel du 23 Rabie Ethani 1426 correspondant au 1er juin 2005 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 3 Safar 1424 correspondant au 5 avril 2003 fixant les conditions et les modalités de cession d'immeubles bâtis ou non-bâtis relevant du domaine privé de l'Etat et destinés à être utilisés pour la réalisation d'opérations d'urbanisme ou de construction.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'habitat et de l'urbanisme,

Vu le décret présidentiel n° 05 - 161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991 fixant les conditions et modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 92-176 du 4 mai 1992 fixant les attributions du ministre de l'habitat ;

Vu le décret exécutif n° 94-58 du 25 Ramadhan 1414 correspondant au 7 mars 1994 relatif au modèle de contrat de vente sur plan applicable en matière de promotion immobilière ;

Vu le décret exécutif n° 94-215 du 14 Safar 1415 correspondant au 23 juillet 1994 déterminant les organes et les structures de l'administration générale de la wilaya ;

Vu le décret exécutif n° 94-247 du 2 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 10 août 1994, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu l'arrêté interministériel du 3 Safar 1424 correspondant au 5 avril 2003 fixant les conditions et les modalités de cession d'immeubles bâtis ou non-bâtis relevant du domaine privé de l'Etat et destinés à être utilisés pour la réalisation d'opérations d'urbanisme ou de construction ;

Arrêtent :

Article 1er. — *L'article 15* de l'arrêté interministériel du 3 Safar 1424 correspondant au 5 avril 2003, susvisé, est modifié et complété comme suit :

« *Art. 15.* — Un taux de réduction de 80%
(sans changement).

Le taux de réduction susvisé peut
(sans changement).

Pour la réalisation du programme de logements location-vente de 55.000 logements
(sans changement).

Un taux de réduction de 100% est également appliqué lorsqu'il s'agit du programme de 65.000 logements en location-vente à réaliser par la caisse nationale d'épargne et de prévoyance dans les wilayas autres que celles d'Alger, Oran, Constantine et Annaba.

Toutefois, lorsque le projet comporte
(Le reste sans changement)».

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 Rabie Ethani 1426 correspondant au 1er juin 2005.

Le ministre d'Etat,
ministre de l'intérieur
et des collectivités locales
Noureddine ZERHOUNI
dit Yazid

Le ministre
des finances
Mourad MEDELICI

Le ministre de l'habitat et de l'urbanisme
Mohamed Nadir HAMIMID